2007-04069/

*Ministère des Finances*

# Communiqué

Diffusion immédiate

Toronto, le 7 juillet 2006
2006-033

## Le Canada assume un rôle de chef de file international dans la lutte contre le financement des activités terroristes et le blanchiment de capitaux

L'honorable Jim Flaherty, ministre des Finances et ministre responsable de la région du Grand Toronto, et l'honorable Stockwell Day, ministre de la Sécurité publique, ont confirmé l'engagement du Canada à préserver le pays du terrorisme en annonçant de nouvelles mesures pour lutter contre le financement des activités terroristes et le blanchiment de capitaux.

« Le nouveau gouvernement du Canada s'emploiera sans relâche à empêcher les crimes terroristes », a affirmé M. Flaherty. « Nous entendons jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale pour combattre le financement des activités terroristes en faisant d'importants investissements pour renforcer nos ressources d'analyse, d'enquête et de poursuite judiciaire. »

M. Flaherty a fait savoir que le Groupe Egmont a retenu la ville de Toronto comme emplacement de l'administration centrale permanente de son secrétariat. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) fait partie de ce groupe, qui est composé de 101 cellules de renseignements financiers du monde entier. Le nouveau gouvernement du Canada versera 5 millions de dollars, au cours des cinq prochaines années, pour aider à l'établissement du secrétariat.

« Notre gouvernement a annoncé d'importantes nouvelles mesures pour aider à accroître la capacité du Canada à déceler une attaque terroriste éventuelle et à y réagir », a déclaré M. Day. « Que ce soit en renforçant nos propres lois, en améliorant la sécurité dans les transports et aux frontières, en travaillant avec nos alliés sur la scène internationale ou en combattant le crime visant à financer les activités terroristes, nous agissons pour protéger les Canadiennes et les Canadiens. »

« L'échange international efficace de renseignements financiers peut revêtir une grande importance pour les enquêtes et les poursuites dans les domaines du blanchiment de capitaux et du financement des activités terroristes », a indiqué le directeur du CANAFE, Horst Intscher.

M. Flaherty a également annoncé que Frank Swedlove est le premier Canadien à assumer la présidence du Groupe d'action financière internationale (GAFI). Le GAFI est un organisme international qui assure l'élaboration et la promotion de politiques en vue de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement des activités terroristes. M. Swedlove a assumé la présidence ce mois-ci et occupera le poste pour une durée d'un an. « Le rôle du GAFI est

essentiel, car le blanchiment de capitaux et le financement des activités terroristes sont des problèmes internationaux qui doivent être envisagés dans une perspective vraiment mondiale », a déclaré M. Swedlove.

De plus, M. Flaherty a annoncé que le Canada s'est joint au Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment de capitaux, un organisme régional indépendant mettant en application les principes établis par le GAFI. Depuis 2000, il avait le statut d'observateur au sein de cet organisme regroupant 31 pays. La région de l'Asie-Pacifique revêt une importance stratégique pour le Canada dans le cadre de ses efforts pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement des activités terroristes.

Le budget de 2006 prévoyait 64,4 millions de dollars pour accroître la capacité du Canada de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement des activités terroristes. Le gouvernement prévoit aussi déposer dès que possible des mesures législatives en vue d'améliorer les activités de surveillance et d'application de la loi et de renforcer les initiatives du CANAFE en matière de renseignement.

Au 31 mars 2005, le CANAFE avait communiqué des renseignements sur plus de 442 cas aux organismes d'application de la loi et de sécurité, notamment l'identité de milliers de particuliers et d'entreprises ainsi que les détails de dizaines de milliers d'opérations financières douteuses.

---

Pour plus de renseignements, les médias peuvent communiquer avec :

Dan Miles
Directeur des communications
Cabinet du ministre des Finances
613 996-7861

Suzanne Prebinski
Relations avec les médias
Ministère des Finances
613 996-8080

**www.fin.gc.ca**

*Si vous désirez recevoir un courriel vous avisant automatiquement à chaque émission d'un communiqué de presse, veuillez visiter le site Web du ministère des Finances à l'adresse suivante : www.fin.gc.ca/scripts/register_f.asp*

## Document d'information

### Le Secrétariat du Groupe Egmont

Mis sur pied en 1995, le Groupe Egmont est une organisation internationale de cellules de renseignements financiers (CRF) qui se consacre à la promotion et à l'amélioration de la coopération internationale et du renforcement des capacités en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement des activités terroristes. À l'heure actuelle, il réunit plus de 100 CRF, et celle du Canada, le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE), en est un membre actif depuis juin 2002. Depuis son adhésion, le CANAFE a joué un rôle important au sein du Groupe, son directeur assumant la présidence du Groupe de travail sur la technologie de l'information et la vice-présidence du Comité directeur. Le Groupe Egmont se réunit trois fois par année.

### Le Groupe d'action financière internationale

Formé en 1989 par le Groupe des Sept, le Groupe d'action financière internationale (GAFI) est un organisme international qui assure l'élaboration et la promotion de politiques en vue de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement des activités terroristes. En 1990, le GAFI a publié une série de 40 recommandations (révisées en 2003) qui exposent un ensemble complet de mesures à adopter contre le blanchiment de capitaux. En 2001, le GAFI a ajouté la lutte contre le financement des activités terroristes à son mandat puis a formulé neuf recommandations spéciales sur le sujet. Toutes ces recommandations du GAFI sont devenues la norme mondiale servant à évaluer les régimes nationaux de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement des activités terroristes.

Les pays membres du GAFI sont fermement déterminés à respecter la discipline qu'imposent la surveillance multilatérale et l'examen par les pairs. Chaque membre du GAFI est soumis à un examen périodique par ses pairs visant à évaluer l'efficacité de la mise en œuvre de ses mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement des activités terroristes, de manière à faire ressortir les points à améliorer.

Le Canada, un des membres fondateurs du GAFI, prend une part active à ses travaux. Le Canada a fait l'objet d'un examen du GAFI en 1997, et il sera soumis à une nouvelle évaluation au début de 2007.

### Le Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment de capitaux

Le Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment de capitaux est l'un des huit organismes régionaux indépendants mettant en application les principes établis par le Groupe d'action financière internationale. Fondé en 1997, ce groupe se sert des 40 recommandations et des 9 recommandations spéciales du GAFI à titre de lignes directrices principales pour la mise en œuvre de mesures efficaces de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement des activités terroristes dans les 31 administrations qui en sont membres. Les États-Unis, le Japon, la Corée, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, le Pakistan et l'Indonésie sont au nombre des membres et observateurs de ce groupe.

**Le Canada a le statut d'observateur au sein du Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment de capitaux depuis 2000. À ce titre, il a participé aux réunions plénières annuelles du Groupe ainsi qu'à des ateliers de typologie. Le Canada a récemment été accepté à titre de membre à part entière de cet organisme.**